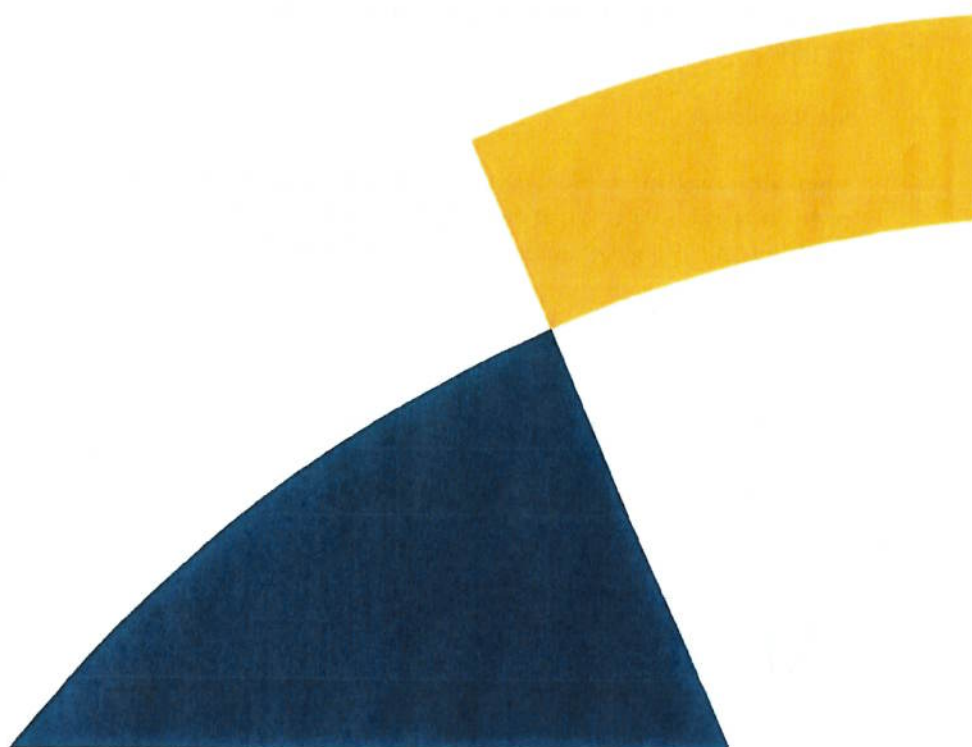


LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Aux membres,
LA MAISON CDCN UZES GARD OCITANIE
4 Place aux Herbes
30700 Uzès

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.



Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mauguio, le 23 mars 2026

Le commissaire aux comptes

PKF ARSILON COMMISSARIAT AUX COMPTES

Julien DUFRENE

Associé



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles	7 000	6 678	322	1 656
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	139 734	129 481	10 253	5 208
Autres immobilisations corporelles	13 516	11 989	1 527	3 190
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations	92		92	92
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 630		3 630	5 960
Total Actif immobilisé (II)	163 972	148 148	15 824	16 105
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	6 579		6 579	4 169
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	70 319		70 319	36 067
Charges constatées d'avance	1 542		1 542	2 527
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	50 983		50 983	81 946
Total Actif circulant (III)	129 424		129 424	124 709
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	293 395	148 148	145 247	140 814

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau	-8 219	3 885
Excédent ou déficit de l'exercice	2 987	-12 104
Situation nette (sous-total)	-5 232	-8 219
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		4 770
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	-5 232	-3 449
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	79 117	72 698
Total des fonds reportés et dédiés (II)	79 117	72 698
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	6 853	6 420
Total des provisions (III)	6 853	6 420
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 593	19 820
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	41 916	44 782
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		544
Produits constatés d'avance		
Total des dettes (IV)	64 510	65 145
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	145 247	140 814

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens et de services	63 884		38 635		25 250	65,35
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	63 884	6,79	38 635	4,42	25 250	65,35
Produits de tiers financeurs	876 716		835 807		40 909	4,89
Concours publics et subventions d'exploitation	876 716	93,21	835 807	95,58	40 909	4,89
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc. et prov.						
Produits des cessions d'immobilisations						
Utilisation des fonds dédiés	44 310	4,71	67 423	7,71	-23 113	-34,28
Autres produits	33 586	3,57	115	0,01	33 470	NS
Total des produits d'exploitation (I)	1 018 496	108,28	941 980	107,72	76 516	8,12
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises			11		-11	-100,00
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	528 022	56,14	470 867	53,85	57 155	12,14
Aides financières	192	0,02			192	
Impôts, taxes et versements assimilés	6 260	0,67	6 574	0,75	-314	-4,78
Salaires	296 432	31,52	309 730	35,42	-13 298	-4,29
Cotisations sociales	108 337	11,52	116 394	13,31	-8 057	-6,92
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	6 669	0,71	7 879	0,90	-1 210	-15,36
Sur immob. : dotations aux amort.	6 669	0,71	7 879	0,90	-1 210	-15,36
Sur immob. : dotations aux dép.						
Sur actif circulant : dotations aux amort.						
Dotations aux provisions	433	0,05	1 363	0,16	-930	-68,23
Reports en fonds dédiés	50 729	5,39	35 103	4,01	15 626	44,51
Valeurs comptables des immo. cédées	197	0,02			197	
Autres charges	18 241	1,94	9 663	1,11	8 578	88,77
Total des charges d'exploitation (II)	1 015 511	107,96	957 585	109,51	57 926	6,05
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 985	0,32	-15 605	-1,78	18 590	-119,13
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	2		2			
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des cessions d'éléments financiers						
Produits nets / cessions VMP et instruments de						
Total des produits financiers (III)	2		2			
Charges financières						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo. financières cédé						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total des charges financières (IV)						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2		2			
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	2 987	0,32	-15 603	-1,78	18 590	-119,14

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Total des produits exceptionnels (V)			3 813	0,44	-3 813	-100,00
Total des charges exceptionnelles (VI)			314	0,04	-314	-100,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			3 499	0,40	-3 499	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	1 018 498	108,28	945 795	108,16	72 703	7,69
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 015 511	107,96	957 899	109,54	57 612	6,01
EXCEDENT OU DEFICIT	2 987	0,32	-12 104	-1,38	15 091	-124,68
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature	24 088		26 145		-2 057	-7,87
Bénévolat						
TOTAL	24 088		26 145		-2 057	-7,87
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite	24 088		26 145		-2 057	-7,87
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL	24 088		26 145		-2 057	-7,87

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 145 247 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 987 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social de l'entité :

La Maison danse – CDCN Uzès Gard Occitanie a pour objet de soutenir la création chorégraphique, de diffuser la danse contemporaine et de favoriser l'accès des publics à la culture.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisée :

L'entité mène des actions de soutien aux artistes, de diffusion de spectacles, de médiation culturelle et d'éducation artistique. Ses activités se déploient à Uzès, dans le Gard et plus largement en région Occitanie, en lien avec différents partenaires.

Moyens mis en oeuvre :

La structure s'appuie sur une équipe dédiée, des moyens techniques et logistiques d'accueil et de production, ainsi que sur des partenariats institutionnels, culturels et territoriaux pour conduire ses missions.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique les dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par le règlement ANC n°2022-06, sous réserve des dispositions spécifiques prévues au règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, est obligatoire à compter des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

La première application de ce nouveau règlement constitue un changement de méthode comptable.

Dans ce cadre, il convient de souligner les modifications apportées :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel
- La suppression du transfert de charges

Règles et méthodes comptables

- La refonte du plan de comptes et de la nomenclature
- De nouveaux modèles obligatoires pour le bilan et le compte de résultat
- Une nouvelle structure de l'annexe, avec des tableaux normalisés

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

* Matériel et outillage : 5 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Incertitude significative sur la continuité d'exploitation

A la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2025, il existe une incertitude significative liée à la continuité d'exploitation. Malgré le résultat comptable excédentaire de 2 987 €, les fonds propres restent encore négatifs (-5 232 €). En parallèle, le faible niveau de la trésorerie de l'association ne couvre à peine à 20 jours de dépenses de fonctionnement. Ces éléments traduisent une situation financière fragile.

L'équilibre budgétaire de l'association repose sur sa capacité à générer des ressources propres mais également sur les subventions des tutelles et partenaires.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 331		5 331	7 000
Immobilisations incorporelles	12 331		5 331	7 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	140 581	8 281	9 129	139 734
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 779	628	9 892	13 516
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	163 360	8 910	19 020	153 250
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92			92
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	5 960	2 820	5 150	3 630
Immobilisations financières	6 052	2 820	5 150	3 722
ACTIF IMMOBILISE	181 743	11 730	29 501	163 972

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles	5 ans		10 675	1 333	5 331	6 678
Immobilisations incorporelles			10 675	1 333	5 331	6 678
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions	3 à 5 ans		135 374	3 094	8 987	129 481
- Installations techniques, matériel et outillage industriels						
- Installations générales, agencement et aménagements divers						
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 5 ans		19 589	2 242	9 842	11 989
- Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles			154 963	5 336	18 829	141 470
TOTAL			165 638	6 669	24 160	148 148

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 82 070 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 630		3 630
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 579	6 579	
Autres	70 319	70 319	
Charges constatées d'avance	1 542	1 542	
Total	82 070	78 440	3 630
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - RRR à obtenir	308
Divers - produits à recevoir	44 481
Total	44 788

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	3 885	-12 104			-8 219
Excédent ou déficit de l'exercice	-12 104	12 104	2 987		2 987
Situation nette	-8 219		2 987		-5 232
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	4 770			4 770	
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	-3 449		2 987	4 770	-5 232

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	6 420	433			6 853
Total	6 420	433			6 853
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		433			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 64 510 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 593	22 593		
Dettes fiscales et sociales	41 916	41 916		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	64 510	64 510		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	12 319
Dettes prov/congés payés	13 395
Remb frais emilie peluchon	263
Provision sur cet	2 209
Personnel - autres charges à payer	42
Charges sociales s/congés à payer	4 761
Charges sociales s/cet	721
Total	33 711

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 542		
Total	1 542		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	2 800	
TOTAL	2 800	

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		486 000	293 000		97 715	810 543
Subventions d'équilibre					61 403	61 403
Subventions d'investissement			4 770			4 770
						876 716

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

L'information ne peut être communiquée car cela reviendrait à révéler la rémunération d'une personne individuelle.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 6 853 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 6 853 euros

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	24 088	26 145
Dons en nature		
Total	24 088	26 145
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	24 088	26 145
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	24 088	26 145

Les montants des contributions volontaires sont établis par rapprochement de l'activité réalisée avec sa valeur économique réelle si elle avait dû être prise en charge directement par l'association en retrouvant le coût effectif de la prestation (location, hébergement...) ou de son équivalent. En l'occurrence les mises à dispositions de lieux par les collectivités sont chiffrées par elles-mêmes en fonction des coûts réellement dépensés et/ou de leur tarif de location d'espaces, et transmises par courrier officiel.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
<i>Culture à l'hôpital</i>	3 728	2 108	3 728			2 108	
<i>Uzes danse chemi</i>	307		307				
<i>Studio mobile</i>	37 595		14 000			23 595	
<i>Pratique en amateur</i>	22 479	20 000	17 686			24 793	
<i>Artiste associé M</i>	8 589		8 589				
<i>Option danse</i>		613				613	
<i>Mécénat caisse d</i>		13 008				13 008	
<i>Fondation de fran</i>		15 000				15 000	
Total	72 698	50 729	44 310			79 117	

Le poste fonds dédiés correspond aux engagements restant à réaliser sur les subventions reçues affectées à un projet précis.

Selon un avenant à la convention financière 2018 de la DRAC OCCITANIE, une subvention complémentaire sur le fonctionnement du Studio mobile de 120 000€ a été attribuée en fin d'exercice 2018 dont le montant intégral a été doté en fonds dédiés au 31/12/2018. Il a été prévu une utilisation progressive de cette subvention dans le cadre de la Convention pluriannuelle d'objectif (2019-2022) afin de conforter la saison nouvellement créée grâce au Studio mobile dans l'attente de financements pérennes. La saison bénéficie toutefois de nouvelles subventions et recettes qui ont permis la mise en œuvre des saisons 18-19, 19-20 et 20-21. L'année 2021 a empêché la reprise partielle prévisionnelle de la subvention et au contraire l'a augmentée du fait de report d'activités sur l'exercice 2022. Au 31/12/2025, le solde du fonds dédiés non utilisé s'élève à 23 595 €.

En outre le budget de la saison/fonctionnement du studio mobile incorpore l'amortissement de la subvention DRAC sur le parc de matériel et l'amortissement du matériel, dont 20% restent à la charge de l'association. Le parc de matériel est la pierre angulaire de la saison sans laquelle elle ne pourrait être mise en œuvre.

Aucun fonds dédiés non mouvementés est supérieur à 2 ans.